



Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT TRENTE-TROISIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 5 juin 1964, à 15 heures.

Président

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique [point 4 b) de l'ordre du jour] (suite)
- Rapport de la Mission de visite des Nations Unies au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, 1964 [point 6 de l'ordre du jour] (suite)
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru [point 4 c) de l'ordre du jour] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document sténographié sous la cote T/SR.1233. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

POINTS 4 b) ET 6 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE (T/1624; T/L.1073; T/PET.10/L.5; L.6, L.7 et Add.1) (suite)

RAPPORT DE LA MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES AU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE, 1964 (T/1620) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au cours de la dernière séance, le représentant de l'Union soviétique a posé une question au représentant de l'Organisation mondiale de la santé et la réponse en avait été différée. Je donne maintenant la parole au représentant de l'OMS.

Le Dr JEROUX (Organisation mondiale de la santé) (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner ainsi l'occasion de répondre à la question qui m'a été posée par le représentant de l'Union soviétique au cours de la dernière séance du Conseil. Comme il est indiqué à la page 11 du rapport annuel de l'Autorité administrante (texte anglais), un représentant de l'OMS a visité Saïpan pendant deux jours au cours du mois de septembre 1963, afin d'y discuter le programme d'assistance de l'OMS au Territoire sous tutelle pour 1966. A la suite de cette visite, un programme de travail a été établi entre l'OMS et le Territoire sous tutelle. Les derniers détails ne sont pas encore mis au point mais le programme prévoira vraisemblablement l'attribution de bourses dans les domaines de l'infirmerie, de la santé publique, des soins aux lépreux et de l'enseignement médical. On pense également que le Territoire sous tutelle participera au cycle d'études de l'OMS organisé en 1965 sur la question de la lèpre. Le Territoire pourra faire appel aux services du Conseil régional de l'OMS sur le contrôle de la lèpre dans la région occidentale du Pacifique.

Il peut être également intéressant pour le Conseil de savoir qu'une équipe chargée des questions de santé maternelle et infantile à l'OMS a visité le Territoire sous tutelle en août 1963 et a fait des recommandations à l'Administration.

Le Dr Leroux

Bien que nous n'ayons pas d'autres informations pour le moment sur les résultats de ces visites, je demande au Conseil de bien vouloir me permettre de faire quelques brefs commentaires sur le rapport annuel pour 1962-1963 en ce qui concerne le développement dans le domaine de la santé publique.

L'Organisation mondiale de la santé a pris note avec satisfaction de la décision de l'Administration d'offrir des possibilités aux étudiants en médecine et en dentisterie leur permettant d'accéder à des qualités professionnelles bien supérieures à celles qu'ils pouvaient obtenir précédemment. Dans le document que l'OMS a soumis au Conseil à sa vingt-quatrième session (T/1470) l'attention des membres a été attirée sur le fait qu'il était essentiel que le contrôle et la direction dans les questions médicales et de santé publique soient mis entre les mains de docteurs pleinement qualifiés, car la formation reçue par les assistants médicaux actuellement en service ne leur permet pas de prendre la pleine responsabilité de la santé publique. La nouvelle politique de l'Administration à ce sujet est donc particulièrement bienvenue.

L'Organisation mondiale de la santé a également relevé dans le rapport que la sérieuse épidémie de poliomyélite qui sévissait dans les îles Marshall a été maîtrisée avec succès et que des mesures préventives effectives ont été prises.

Je suis certain que ces informations pourront être utiles au Conseil et, une fois encore, je vous remercie Monsieur le Président pour m'avoir permis de prendre la parole aujourd'hui.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole maintenant pour suggérer une correction du communiqué de presse, publié le 3 juin 1964, sous la cote TR/1821. A la page 3 de ce texte, il est dit :

"M. Chakhov a demandé alors combien de postes supérieurs dans les services publics étaient occupés par le personnel autochtone".

La réponse donnée par M. Goding était qu'il n'y en avait aucun.

Je voudrais maintenant me référer au compte rendu sténographique. On notera que le représentant de l'Union soviétique y fait mention d'une liste particulière de postes à propos de sa question, et à cet égard, je lis ce qui suit à la page 28 du compte rendu sténographique :

"A la page 19 du rapport de l'Autorité administrante (texte anglais) figure une liste de 14 fonctionnaires. Je voudrais savoir quelles sont celles des fonctions qui sont remplies par des autochtones?" (1232ème séance, p. 28). A quoi M. Goding, le représentant spécial, a répondu :

"Aucune des fonctions mentionnées sur cette liste n'est occupée, à l'heure actuelle, par des autochtones." (Ibid. p. 28).

Je trouve qu'il y a là une différence par rapport à l'abrégé du compte rendu in extenso que l'on trouve dans le communiqué de presse.

En outre, vers la fin de la page 3 du même communiqué de presse, nous lisons ce qui suit :

"Continuant ses questions, M. Chakhov demande quand le territoire atteindra le stade où il n'aura plus besoin d'importer autant pour faire face à ses besoins essentiels".

La question ainsi que la réponse correspondant à cette abréviation se trouvent à la page 36 du compte rendu sténographique. M. Chakhov pose la question suivante :

"Lorsque, à la dernière séance, le représentant spécial a parlé du développement économique du territoire, il nous a dit qu'il était possible que la production atteigne un niveau permettant au territoire de suffire à ses besoins. Je voudrais savoir à quel moment l'Autorité administrante atteindra un niveau de développement permettant au territoire de ne pas recourir, dans une large mesure, aux importations en provenance de l'extérieur du territoire?" (Ibid., p. 36).

A quoi M. Goding a répondu :

"Etant donné la complexité des questions, je dirai que le moment ne viendra probablement jamais où cette région, comme toute autre région, pourra devenir autarcique et se suffire à elle-même. Evidemment, dans certains domaines, la production augmentera de telle façon que les importations - telles celles de conserves de poissons - ne seront plus aussi nécessaires; mais quant à dire qu'une autarcie complète pourra être réalisée, c'est là une perspective à longue échéance. Je crois justement que la tendance va dans une direction opposée." (Ibid., p. 36).

J'estime que dans cet échange de question et réponse, il est opportun d'apporter une correction au communiqué de presse.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suis persuadé que le Secrétariat a pris note de ces corrections.

M. DOISE (France) : L'examen des problèmes qui se posent dans les Iles du Pacifique sous administration américaine présente, cette année, un intérêt tout particulier, à la lumière du rapport de la Mission de visite des Nations Unies qui vient de parcourir le territoire sous tutelle. Ce document, remarquablement élaboré, attire l'attention par la hauteur de ses vues et par la qualité de ses suggestions. Ses critiques, lorsqu'elles s'adressent à la Puissance administrante, sont objectives et constructives : loin de la gêner, elles ne peuvent que l'aider à poursuivre une action qui devrait bientôt porter ses fruits.

Le Conseil de tutelle avait pu percevoir en 1963 un changement dans le rythme de l'évolution du territoire, ce qui marquait une rupture avec une certaine lenteur passée ou, comme le rappelle la Mission dans son introduction, avec des conceptions administratives, que certaines critiques comparaient autrefois à la gestion d'un "musée ethnographique". Ce changement se confirme encore cette année. On peut lire à la page 104 du rapport :

"Si la mission devait résumer son impression la plus vive, elle devrait noter que la Micronésie, qui n'était littéralement qu'une expression géographique, est en train de se fondre en une véritable communauté."

Des conditions nouvelles apparaissent, qui rendent possible aussi bien que nécessaire un développement politique plus rapide. C'est qu'en effet, dans les sociétés humaines, le progrès ne peut se concevoir selon une progression constante et uniforme; il apparaît des périodes d'accélération, de mutation soudaine. C'est cette phase nouvelle qu'aborde le territoire placé sous administration des Etats-Unis, et la mission, en rendant hommage aux efforts de la Puissance tutrice qui permettent d'envisager une étape plus décisive, estime donc nécessaire d'accélérer les progrès dans tous les domaines. Or, le fait de pousser les populations dans la voie des responsabilités est un facteur de progrès, non seulement politique, mais également économique et social.

C'est la raison pour laquelle les recommandations de la Mission de visite nous paraissent fort intéressantes et dignes d'être approuvées par le Conseil de tutelle. De longs commentaires seraient, à coup sûr, superflus. En fait, il serait présomptueux d'envisager toute autre possibilité de recommandation de la part du Conseil.

Dans le domaine politique, l'intérêt se concentre, cette année, sur le projet de création d'un parlement local, le "Congrès micronésien", qui sera, nous a confirmé le représentant spécial, une assemblée véritablement législative. Cette réforme capitale correspond à une promesse antérieure de l'Autorité administrante aussi bien qu'à un vœu et à des études fort détaillées de l'actuel organe consultatif; j'ai nommé le Conseil de Micronésie. La délégation française avait noté, l'an dernier, que "ce Conseil pourrait se transformer en un organe législatif plus tôt que ne l'envisage l'administration elle-même". Il semble que ce souhait soit en train de se réaliser, puisque l'on nous annonce des élections au suffrage universel direct pour l'automne prochain. Reste à savoir quelles seront les attributions exactes du futur Congrès. Le texte en est à l'étude au Département de l'intérieur et sa promulgation ne devrait point, semble-t-il, être retardée outre mesure.

M. Doise (France)

Notre collègue des Etats-Unis, M. Yates, a précisé le 2 juin dernier que les suggestions de la Mission de visite concernant le futur Congrès étaient étudiées en même temps que le projet américain initial. L'importance de ces suggestions n'échappera certainement pas à l'Autorité administrante : la Mission, on le sait, a proposé un réexamen attentif du projet de statut du Congrès micronésien afin que les attributions de ce dernier correspondent aux espoirs que l'on place dans cet organe. L'accent est mis en particulier sur la création de trois grandes commissions parlementaires, dotées de pouvoirs étendus et permanents. Il a également été estimé par la Mission que les pouvoirs du Congrès dans le domaine budgétaire devraient être des plus larges et devraient notamment s'étendre à la répartition des crédits provenant de subventions américaines. Sans doute s'agit-il là d'un problème délicat à résoudre puisque ces subventions - dont on notera que le montant a été maintenu et même légèrement accru par l'administration du Président Johnson - représentent en fait les neuf dixièmes des recettes micronésiennes. Mais il doit être possible de trouver une solution qui satisfasse à la fois le désir d'une bonne gestion et la nécessité impérieuse de donner aux députés le sens des responsabilités budgétaires et financières.

Compte tenu des ressources en cadres encore limitées des Iles du Pacifique sous tutelle, la Mission estime devoir donner pour le moment la priorité au pouvoir législatif. Le Congrès serait donc, dans l'immédiat, le seul centre d'impulsion autochtone de la vie nouvelle de la collectivité micronésienne. Mais la Mission préconise aussi, et nous l'approuvons, la création assez proche d'un véritable pouvoir exécutif responsable, destiné à équilibrer le pouvoir législatif actuel et à renforcer l'unité encore précaire du territoire.

Ce renforcement de l'unité et de la conscience collective est une condition de l'avenir de la Micronésie : qu'il me suffise de dire à ce propos que la délégation française approuve entièrement, sur ce point, le rapport de la Mission qui a insisté pour que les Micronésiens soient pleinement informés des trois possibilités qui s'offriront à eux en ce qui concerne leur avenir : indépendance, intégration ou association. C'est le souhait que nous formons afin que les populations puissent effectuer leur choix en toute liberté et en toute connaissance de cause.

M. Doise (France)

La vie économique des Iles du Pacifique, à diverses reprises handicapée dans le passé par de violents typhons, est fondée principalement sur le coprah. Le Conseil notera toutefois les efforts déployés par les Etats-Unis pour assurer la diversification des productions. Une industrie de la pêche est maintenant installée et la formation du personnel technique est entreprise à un rythme accéléré. Il s'agit là d'une ressource potentielle importante qui pourrait dépasser, et de loin, les revenus de l'agriculture. Les caisses de prêts pour le développement économique sont également en pleine expansion. Enfin, un gros effort a été poursuivi dans le domaine des transports qui, étant donné l'éparpillement des îles sur de vastes étendues, constituent la clé de l'unité et des progrès économiques aussi bien que politiques. On notera avec intérêt l'achèvement prochain du programme de construction d'aérodromes pour avions lourds - avions multimoteurs - dans chacun des six districts administratifs.

Il est enfin à penser que la Puissance administrante aura à coeur de consacrer tous ses efforts à la mise en oeuvre des recommandations de la Mission de visite concernant la préparation d'un plan général de développement économique, la mise sur pied de l'administration chargée de son exécution, et l'association étroite des représentants de la population à la conception aussi bien qu'à la réalisation de cette entreprise.

Lorsque l'on parlait autrefois des problèmes sociaux de l'enseignement des Iles du Pacifique, on pouvait dire qu'il était étonnant que "l'on ai pu faire autant avec si peu". Or, comme on l'a vu plus haut, les moyens, et spécialement les moyens financiers, ont été récemment accrus.

Dans le domaine de la santé publique, on notera le triplement des crédits budgétaires de 1962 à 1965; dans celui de l'enseignement, on notera les premiers résultats de la nouvelle politique scolaire lancée en 1962 et dont nous a parlé M. Remengasau, conseiller micronésien du Représentant spécial. Cette nouvelle politique, qui fait suite à une réévaluation complète des besoins du territoire en ce domaine, a été accueillie avec intérêt par la Mission de visite. Tous les districts seront, à partir de l'an prochain, dotés d'un établissement complet du second degré (premier et deuxième cycles), analogue à l'Ecole centrale des Iles du Pacifique (connue sous le nom de PICS) qui a tant fait, on l'a vu, pour le renforcement de l'unité micronésienne. On peut noter d'autre part, en ce qui

M. Doise (France)

concerne l'enseignement supérieur, le doublement des offres de bourses en 1964. Le Conseil avait souligné l'an dernier avec satisfaction que ces bourses seraient bientôt suffisantes pour couvrir les besoins du territoire.

D'une manière plus générale, la délégation française considère avec beaucoup d'intérêt les conclusions de la Mission de visite dans le domaine de l'enseignement. Nous avons retenu en particulier celles qui concernent l'éducation des adultes ou la formation professionnelle et technique, et la requête présentée à l'Autorité administrante afin de lui demander de reconsidérer la question de la création d'un établissement d'enseignement supérieur que la Mission appelle dans son rapport: Junior College.

Nous pensons, en conclusion que le Conseil de tutelle doit faire siennes les recommandations de la Mission de visite. L'Autorité administrante doit les prendre en considération avec, sans doute, les adaptations qui se révéleraient, à l'usage, nécessaires. Car il ne nous semble pas qu'il y ait divergence de vues quant au but à atteindre, et M. Yates lui-même nous a dit récemment que son gouvernement "tiendrait compte de toutes ces recommandations dans l'élaboration ou la revision de sa politique et de ses programmes".

Sans l'aide majeure de l'administration américaine, il n'y aurait guère de développement possible pour le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Cette aide a déjà eu des résultats marquants : elle confirme la volonté des autorités de Washington d'intensifier leur effort et de faire accéder rapidement les populations dont elles ont la charge à la capacité de s'administrer elles-mêmes et à l'autodétermination.

En terminant, je voudrais adresser tous mes remerciements à la délégation américaine, notamment à son représentant, M. Yates, au Représentant spécial, M. Goding, qui, comme on le sait, est le responsable sur place de l'administration du Territoire.

Je voudrais aussi adresser tous mes remerciements aux conseillers micronésiens de la délégation américaine et, en particulier, à leur porte-parole, M. Remengasau, que nous avons eu le plaisir d'entendre la semaine dernière à cette table.

M. Doise (France)

Je voudrais également lui demander de se faire l'interprète, auprès de sa population, de tous les vœux que nous formons pour le bien-être et l'avenir des Micronésiens.

Je ne voudrais pas non plus terminer sans adresser tous les remerciements de ma délégation pour le travail remarquable qui, comme je l'ai déjà dit, a été fait par la Mission de visite.

M. JACKLING (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de tutelle dispose, pour examiner la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, d'une documentation complète et détaillée et de nombreuses informations. Il y a d'abord le rapport de l'Autorité administrante (T/1624), puis le rapport de la mission de visite (T/1620) et, enfin, la déclaration faite ici le 28 mai par le représentant spécial. En outre, nous avons entendu les réponses données aux nombreuses questions posées au représentant spécial. Etant donné tout cela, étant donné également que mon collègue M. King, qui est à Londres cette semaine pour s'occuper d'autres affaires des Nations Unies, avait été lui-même un membre de la Mission de visite et avait contribué à l'élaboration du rapport de cette Mission, je me bornerai ici à quelques brefs commentaires.

Les objectifs essentiels du régime de la tutelle sont décrits à l'Article 76 de la Charte, les devoirs et responsabilités du Conseil de tutelle figurent aux Articles 87 et 88 de la Charte. Par conséquent, notre tâche ici à l'égard du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis est de veiller à ce que ces objectifs ne soient pas perdus de vue et que les responsabilités et devoirs de l'Autorité administrante soient remplis conformément à la Charte. Ceci revient à dire que le Conseil doit examiner les rapports et déclarations qui lui sont soumis et s'efforcer de déterminer si, étant donné les conditions particulières du Territoire, des progrès satisfaisants sont accomplis dans l'acheminement du pays vers l'autonomie et l'indépendance, conformément aux désirs de la population du Territoire.

Ma délégation a étudié les rapports; elle a visité le Territoire; elle est arrivée à la conclusion qu'en fait le Territoire est administré conformément aux objectifs du régime de la tutelle et aux nobles principes de la Charte, que la paix et la sécurité règnent dans la région, qu'au point de vue politique, économique et social, la population du Territoire est préparée à prendre en mains ses destinées en faisant usage de son droit d'autodétermination et que, dans ce Territoire, les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont respectées.

M. Jackling (Royaume-Uni)

Il nous a paru important de souligner tout ceci. Nous avons entendu et lu tant de choses, le Conseil est entré dans tant de détails, l'Autorité administrante a été soumise à tant de questions - les unes pertinentes, les autres moins - auxquelles elle a donné des réponses très nettes, que nous pourrions courir le risque de passer sous silence le simple fait que le Gouvernement des Etats-Unis remplit ses obligations avec conscience et efficacité et que la Micronésie comme la Mission de visite l'a constaté, "est en train de se fondre en une véritable communauté", expression frappante sur laquelle le représentant de la France a déjà attiré l'attention (voir p. 8).

Grâce à un programme accéléré d'enseignement, l'Autorité administrante est en train d'apporter à la population de la Micronésie les moyens de choisir son avenir en toute connaissance de cause. L'Autorité administrante prend des dispositions pour l'élection d'un Congrès au sein duquel les populations de la Micronésie seront représentées et grâce auxquelles ces populations seront à même d'adopter une législation pour le présent et de décider de l'avenir.

Le représentant des Etats-Unis nous a déclaré ici même que le but poursuivi est l'autodétermination de la population de Micronésie et que l'Autorité administrante s'efforce de promouvoir ce but. Ma délégation désire féliciter les Etats-Unis pour les progrès déjà accomplis dans ce sens. Pour le moment, il est clair que l'Autorité administrante améliore et développe constamment les conditions sociales.

Certes, je ne prétends pas que tout soit parfait en Micronésie et qu'aucun progrès ne puisse encore être accompli. En qualité de membre de la Mission de visite, ma délégation a fait un certain nombre de suggestions et de recommandations au sujet de la situation dans le Territoire sous tutelle, - suggestions et recommandations qui ont été incorporées dans le rapport de la Mission de visite. Puisque mon collègue était membre de cette Mission et puisqu'il a participé à l'élaboration de son rapport, il va sans dire que ma délégation approuve les opinions et conclusions qui sont exprimées dans ce rapport.

M. Jackling (Royaume-Uni)

A cet égard, il me sera peut-être permis d'exprimer mon avis personnel, à savoir que le rapport de la Mission de visite est un document à la fois excellent et d'une grande valeur. Les recommandations relatives au progrès économique et de l'enseignement méritent une attention particulière de la part de l'Autorité administrante. Je dois dire que, sous bien des aspects, j'estime que les observations faites par la Mission de visite sur les éléments économiques susceptibles d'être développés sont à la fois intéressantes et encourageantes; nous devons être reconnaissant à la Mission pour avoir étudié toutes ces questions avec autant de soin et d'une manière aussi détaillée.

C'est avec un grand intérêt que j'ai entendu M. Goding déclarer mercredi dernier que l'Administration des Etats-Unis pour ce territoire sous tutelle a l'intention de faire usage du rapport de la Mission de visite dans l'étude des problèmes de cette région, et qu'elle envisageait la mise en application d'un grand nombre de ses recommandations. S'il m'est permis de le constater ici, ceci me semble illustrer d'une manière excellente l'utilisation adéquate du Conseil de tutelle. Puisque, Monsieur le Président, vous avez été, je le crois, l'architecte de ce rapport, je désire vous présenter mes félicitations personnelles et celles de ma délégation.

Pour conclure, je signalerai que M. King m'a demandé de dire au Conseil de tutelle, combien il a apprécié l'accueil et l'hospitalité réservés par la population de la Micronésie et les représentants de l'Autorité administrante à lui-même et aux autres membres de la Mission de visite; il n'est pas près d'oublier, m'a-t-il dit, cette expérience mémorable et il m'a demandé de transmettre ses remerciements et ses vœux d'avenir les meilleurs à la population de la Micronésie. M. Remengesau, qui a parlé avec tant d'éloquence de son pays devant nous la semaine dernière, voudra bien peut-être rapporter ce message à ses collègues dans les Iles du Pacifique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous reprendrons l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique à notre prochaine séance.

POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (T/1619; T/L.1072) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. R. Marsh, Représentant spécial pour le territoire sous tutelle de Nauru sous administration australienne, prend place à la table du Conseil de tutelle.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je tiens à dire que ma délégation a écouté avec un vif intérêt les déclarations faites par le représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de Nauru; nous avons été fort impressionnés par ce qu'il avait à nous dire.

Je n'ai que quelques questions à lui poser en ce moment; l'une d'entre elles concerne la pénurie d'eau qui se produit d'une manière chronique à Nauru. Je note que le représentant spécial a déclaré que l'Administration envisage la construction de douze réservoirs métalliques afin de remédier à la pénurie en eau. Combien de réservoirs ont été construits? Quel est le programme de construction pour ceux qui ne sont pas encore terminés?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai dit dans ma déclaration, la capacité en réserves d'eau va être augmentée grâce à l'installation de trois réservoirs d'un million de gallons. La capacité actuelle est de 7 millions de gallons.

Je voudrais ajouter que cette situation est plutôt due à une pénurie intermittente qu'à une pénurie permanente. En d'autres termes, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, il y a eu cette année jusqu'ici une bonne quantité de pluie, tombant assez régulièrement, et il n'y a pas eu pénurie d'eau. Toutefois, si, une année, il y a seulement 12 pouces de pluie au lieu de 181, il ne fait aucun doute qu'il faudra utiliser les réserves. Mais ces dernières, ainsi que des arrivages réguliers, permettent de ne pas craindre un manque d'eau total.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'en conclus qu'il n'y a pas besoin de recourir à des procédés de désalinisation?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : L'Autorité administrante pense pouvoir assurer les ressources en eau plus économiquement et plus facilement par la méthode actuellement utilisée. En effet, il y a des arrivages réguliers de l'Australie, et on peut emmagasiner un grand volume d'eau.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le problème le plus grave auquel l'Autorité administrante doit faire face est, bien entendu, celui de la réinstallation. Le Représentant spécial pourrait-il compléter sa déclaration initiale et dire au Conseil ce que l'on se propose de faire en ce qui concerne la nouvelle formation des habitants, qui est, sans aucun doute, un corollaire important de la réinstallation elle-même?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette question met l'accent sur la nécessité de prendre rapidement une décision sur la question fondamentale de la réinstallation, car la formation, le cas échéant, et les grandes lignes de la planification, dépendront de l'endroit choisi pour cette réinstallation.

Dans ma déclaration d'ouverture, j'ai mentionné les mesures importantes que l'on prend actuellement pour accroître les possibilités d'enseignement technique à l'usage de la jeunesse nauruane. J'ai dit que cette formation technique non seulement permettrait de mieux équilibrer les emplois dans la communauté existante, mais mettrait les Nauruans à même de prendre une part beaucoup plus constructive à la création de leur nouveau foyer. Le Gouvernement australien croit fermement que la création de ce nouveau foyer ne se réduit pas à une question d'argent et d'installation, mais qu'il s'agit bien plutôt de trouver un endroit où les ressources naturelles permettront au Nauruans eux-mêmes de contribuer à leur réinstallation. Ce n'est que par leur travail, leurs efforts et leur coopération que les Nauruans pourront sentir qu'ils ont créé un nouveau foyer. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut tout d'abord prévoir, en vue de la réinstallation, une formation technique afin d'avoir des artisans - constructeurs, maçons, mécaniciens, plombiers, électriciens - qualifiés dans toutes les branches nécessaires à la création d'une communauté et au fonctionnement des services dont dépend le niveau de vie élevé d'une communauté avancée.

Si la réinstallation a lieu à Nauru même, l'Autorité administrante est d'avis qu'il faudra prévoir une formation spéciale. Par exemple, il serait important de former les habitants en vue d'une industrie de pêche. Il ne servirait pas à grand chose de commencer dès maintenant, avant que la décision finale n'ait été prise. Cela ne presse pas. Ce qui importe, en ce qui concerne l'industrie de la pêche, c'est que les Nauruans ont expressément demandé qu'elle soit possible dans leur nouveau foyer. En outre, la population nauruane, étant un peuple insulaire, a appris à vivre avec la mer, à connaître la mer. Il ne s'agit pas de les former pour qu'ils puissent prendre la mer, mais bien plutôt de les mettre à même d'utiliser le genre de bateaux que nécessitera l'endroit où ils seront réinstallés.

J'espère que ceci répond à la question du représentant des Etats-Unis. Je pourrais donner plus de détails.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je ne comprends pas encore très bien ce que sera cette nouvelle formation. Je prends note de ce qu'a dit le Représentant spécial à propos de la nécessité de prendre d'abord une décision concernant la réinstallation. Mais a-t-on déjà

élaboré les programmes de formation? Sont-ils déjà en vigueur? Ou bien ne commencera-t-on qu'après avoir pris la décision finale?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas certain que l'expression "nouvelle formation" soit appropriée. Nous avons amorcé un programme de formation dans le domaine des métiers qui sont normalement nécessaires dans toute communauté. C'est là-dessus que nous nous basons. Nous voulons faire des Nauruans un peuple développé qui puisse faire face à toutes les exigences qu'implique une communauté développée.

Indépendamment de ceux que j'ai déjà mentionnés, nous pourrions envisager, parmi les aspects de la formation, le cas où des Nauruans réinstallés souhaiteraient trouver de l'emploi dans les entreprises industrielles du continent proche; j'ai dit dans ma déclaration d'ouverture que nous fournirions cette formation le cas échéant. Mais il n'est pas possible de procéder à l'avance à une formation de ce genre, aussi spécialisée, car nous ne savons pas encore où se fera la réinstallation. Nous devons donc nous concentrer sur la formation technique générale.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial de sa réponse et j'admets avec lui qu'il ne s'agit pas de "nouvelle formation" mais de "formation".

Où en est l'Autorité administrante en ce qui concerne la décision à prendre de concert avec les Nauruans?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Là, nous sommes encore dans le domaine de l'hypothèse, mais je suis prêt à faire des hypothèses. Je crois qu'une telle décision sera prise dans cinq ans au plus tard. J'espère qu'il ne faudra pas aussi longtemps pour y parvenir, car les Nauruans ont confirmé qu'ils n'envisageaient pas l'avenir sans réinstallation. Je crois que l'hypothèse de ce délai est justifiée, car il me semble que, puisque l'on accepte la nécessité de la réinstallation, les jeunes Nauruans qui, grâce à l'enseignement, ont pu entrevoir une vie plus pleine, sont impatients d'être réinstallés le plus rapidement possible.

M. Marsh

Je crois qu'il y aura inévitablement une période de nouvelles négociations entre la population de Nauru et l'Autorité administrante sur les modalités de la réinstallation et, en particulier, sur les aspects des dispositions politiques. Je pense qu'il n'y aura guère besoin de longues négociations en ce qui concerne l'endroit à propos duquel les Nauruans ont pris une décision, pas plus d'ailleurs qu'au sujet des dispositions économiques et sociales qui ont été proposées dans le plan d'ensemble déjà soumis à cette population.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant spécial nous a dit que d'après son jugement - et j'emploie le mot "jugement" plutôt dans le sens d'hypothèse ou de spéculation puisque, étant donné ses compétences et sa vaste expérience en la matière, il est certainement un fonctionnaire parfaitement qualifié - la période maximum nécessaire avant de parvenir à une telle décision sera de cinq ans. Le Représentant spécial peut-il nous dire s'il est possible que cette décision soit prise plus tôt? Pourrait-elle par exemple être prise au cours des deux, trois ou six prochains mois?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est possible que cette décision puisse être prise au cours de la présente année. Les représentants de la population de Nauru ont indiqué qu'ils désiraient discuter cette question plus longuement avec le Gouvernement australien en juillet prochain. Il est possible que ces discussions aboutissent à une décision assez rapide.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (Interprétation de l'anglais) : Je me souviens d'une assez intéressante discussion intervenue l'an dernier sur le problème de la lutte contre la poussière dans l'île de Nauru. A-t-on estimé qu'il y avait là un véritable danger pour la santé publique? Dans l'affirmative, quelles mesures l'Autorité administrante a-t-elle prises pour parer à ce danger?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ce problème a été renvoyé par l'Autorité administrante aux Commissaires britanniques aux phosphates. Ces Commissaires se sont livrés à certains travaux préparatoires dans une petite localité où le phosphate est extrait. A la lumière de ces premiers travaux, ils ont commandé des précipitateurs dont l'utilisation devrait réduire le danger causé par la poussière des phosphates.

M. Marsh

Je crois devoir ajouter que nous ne possédons aucune indication selon laquelle la poussière représenterait un danger pour la santé; elle constitue plutôt un ennui; un désagrément lorsque le vent souffle dans une certaine direction tandis que l'usine est en plein fonctionnement. C'est un désagrément qu'il est à peu près impossible d'éviter, par exemple lorsque le phosphate est en train d'être chargé à bord des navires. Il n'est pas possible d'opérer de semblables chargements sans provoquer une certaine quantité de poussière et j'ai personnellement connu cet inconvénient au moment où j'ai quitté Nauru, il n'y a pas bien longtemps. La poussière dépend essentiellement de la direction du vent et elle persiste jusqu'au moment où le chargement des navires est terminé. Mais, je le répète, elle ne comporte aucun danger pour la santé. Je crois avoir respiré pendant deux ou trois heures une quantité assez importante de poussière de phosphate et n'en ai éprouvé aucun dommage pour ma santé.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'observe avec quelque intérêt la maquette d'habitation qui a été déposée sur la table près du mur. Le Représentant spécial peut-il nous dire quel est le prix d'une telle habitation?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans ma déclaration initiale, j'ai dit qu'aussitôt que le Gouvernement australien a décidé de prendre des mesures en vue de l'acquisition de l'île Curtis afin de donner suite à l'offre faite à la population de Nauru, il avait pensé, afin de réduire les délais dans l'avenir, qu'il fallait demander à la Commission de l'habitat de Queensland d'établir les plans d'une maison pouvant convenir à une famille assez nombreuse. La maquette qui vous est montrée ici se prête à une construction au moyen de blocs de béton, de façon que le plus grand nombre possible d'ouvriers non spécialisés puissent être utilisés pour produire le matériau et édifier la maison. Dans ces conditions, le prix estimé est de 4 à 5 000 livres australiennes, ce qui conviendrait au mieux à la population laborieuse de l'île.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le Représentant spécial pourrait-il traduire cette somme en dollars des Etats-Unis?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas ici depuis assez longtemps pour être familiarisé avec les complexités des pièces de cinq et de dix cents dont les dimensions sont inversement proportionnelles à la valeur, mais je pense que le prix de ces maisons d'habitation est de l'ordre de 10 000 dollars. Peut-être ce chiffre manque-t-il de précision et il est possible que je m'avance quelque peu en faisant cette évaluation.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le présent taux d'échange entre la livre australienne et le dollar américain est de 2,23 à 2,24 dollars américains pour une livre australienne.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je dois dire que pareille réalisation est fort intéressante et qu'il s'agit là d'un prix très raisonnable pour la construction d'une maison de cette importance. Le Représentant spécial peut-il nous dire quelle est en pieds carrés la superficie de cet immeuble?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crains de ne pouvoir vous répondre. Peut-être devrai-je examiner les plans de plus près et vous donner une réponse plus tard. Mais je puis dire que la dimension des pièces est celle d'une maison d'habitation australienne moyenne. La superficie de cette habitation est de l'ordre de 13 à 14 squares, c'est-à-dire d'environ 1 300 à 1 400 pieds carrés.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant spécial pour sa traduction en termes mieux connus. Bien que le mot "square" soit utilisé aux Etats-Unis, je me permettrai de lui dire qu'il s'applique à un type différent de construction.

Combien envisage-t-on de construire de maisons si la décision est prise et si la transaction se fait?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La réponse à cette question dépend naturellement en partie de l'époque à laquelle la réinstallation aura lieu. Il y a une explosion démographique à Nauru, non seulement quant au nombre des naissances en général, mais aussi dans le pourcentage des naissances de filles. Si la réinstallation avait lieu maintenant, il faudrait environ 600 maisons. Il y aurait des maisons comprenant trois chambres à coucher; mais un grand nombre d'habitations devraient en avoir quatre, comme c'est le cas pour le modèle qui est présenté dans cette salle. Si la réinstallation n'avait lieu qu'en 1970, au lieu d'avoir à réinstaller 2 700 personnes, je pense qu'il faudrait en réinstaller 3 000, et, si la réinstallation n'avait lieu qu'en 1980, notre évaluation prudente est que, au lieu de 2 700 personnes, nous en aurions 6 000 à réinstaller. Il n'y a donc pas de réponse exacte possible tant que nous ne connaissons pas l'époque précise de la réinstallation.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je compléterai la réponse du représentant spécial en disant que le nombre des maisons sera fonction des besoins de la population nauruane.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le Gouvernement australien devra fournir des subsides considérables, semble-t-il. Je pense que l'on prévoit la construction d'écoles, d'installations sanitaires, d'égoûts, de services publics, d'électricité, etc. Le représentant spécial peut-il dire au Conseil si une estimation a été faite du coût d'ensemble?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Une évaluation a été faite sur la base de la réinstallation de la population actuelle. Cependant, avant de donner un chiffre, je crois devoir indiquer que la responsabilité de la réinstallation de la population de Nauru incombe aux trois puissances administrantes au nom desquelles l'Australie se chargera de la partie exécutive.

M. Marsh

Le plan général de réinstallation coûterait de 10 à 11 millions de livres australiennes, et cela comprendrait, non seulement la création d'une ou plusieurs villes comportant le genre de maisons que nous avons indiqué, mais également la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'autres édifices publics, les services d'électricité et d'eau potable, un système d'égouts, tout ce qui est nécessaire enfin pour que la population de Nauru puisse vivre d'une façon absolument comparable à la vie de toute communauté australienne du même genre.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

A l'exception du pouvoir de rejet, les pouvoirs de l'administrateur ont été transférés au Conseil de gouvernement local de Nauru. Dans quelle mesure l'administrateur a-t-il jugé nécessaire de s'opposer parfois à certaines décisions du Conseil de gouvernement local?

M. MARSH (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

J'ai consulté mon conseiller nauruan et j'ai également examiné la documentation que j'ai ici. Je ne connais pas d'exemples récents d'utilisation de ce pouvoir.

Il avait été envisagé qu'on n'y ferait appel qu'au cas d'un défaut juridique dans une ordonnance. Il est de l'intérêt public que, si une ordonnance contient un tel défaut et, par conséquent, ne pourrait pas supporter l'épreuve d'un tribunal, elle ne soit pas promulguée, mais bien plutôt réexaminée afin que le défaut soit supprimé.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je n'ai pas d'autres questions à poser pour le moment et je remercie le représentant spécial de ses réponses si détaillées et si claires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il n'y a plus d'orateurs inscrits pour cet après-midi et je propose que notre prochaine séance ait lieu lundi à 10 h 30 étant donné que le Conseil de sécurité doit se réunir l'après-midi. Il est même possible que nous ne puissions pas siéger le matin et je suggère aux membres du Conseil de consulter le Journal lundi matin.

Le Président

A notre prochaine séance, je propose que nous prenions tout d'abord le débat général sur les Iles du Pacifique, puis que nous revenions aux questions à poser au Représentant spécial de Nauru. Nous prendrons aussi le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

La séance est levée à 16 h 10.